

Les crédits

dustriel, durant les années 1980, 1981, 1982,—et je le dis aussi à mon collègue néo-démocrate—j'ai vécu des taux d'intérêt de 20, 21 et 22 p. 100. J'ai vu aussi, à cause des taux d'intérêt élevés, des gens dans ma circonscription aller porter les clés de leur maison sur les bureaux des caisses populaires ou des banques. Tout ça, s'il y a eu des faillites, c'est à cause du Parti libéral dans ces années-là.

Alors, quand on veut comparer des choux avec des carottes, je pense qu'il faut faire une différence. Alors moi j'aime mieux aller chercher mes carottes où il y a des lapins.

[Traduction]

M. Howard McCurdy (Windsor—Sainte-Claire): Monsieur le Président, tous les députés de ce côté-ci et tous nos vis-à-vis qui ne sont ni sourds ni aveugles savent fort bien que la question que j'ai adressée au député était tout à fait précise. Étant donné que depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement les sommes consacrées aux sciences sont passées de quatre milliards de dollars à cinq milliards de dollars, j'ai demandé au député de faire une chose qui n'a rien d'impossible, selon moi, c'est-à-dire de procéder à la division qui s'impose pour s'apercevoir qu'on arrive à un taux annuel d'augmentation de 5 p. 100 environ. Le député a reconnu lui-même que l'inflation a absorbé cette augmentation.

Ainsi, en termes réels, le gouvernement n'a pas augmenté les crédits consacrés à la recherche et au développement. Comme pratiquement tous les députés qui sont intervenus l'ont signalé, les dépenses publiques brutes dans le domaine de la recherche et du développement sont passées de 25 p. 100 environ, lors de l'arrivée au pouvoir des conservateurs, à près de 19 p. 100 maintenant tandis qu'en fait, en ce qui concerne l'industrie, le taux a augmenté, puisqu'il est passé de 47 p. 100 à 50 p. 100 environ.

Le député, aussi enthousiaste soit-il, ne porte pas beaucoup d'attention aux faits.

En général, ce débat porte sur la politique économique du gouvernement. On examine des questions comme la politique de maintien des taux d'intérêt et du cours du dollar à un niveau élevé. On se penche en outre sur l'aide apportée par le gouvernement au chapitre de la promotion des exportations et dans les domaines des sciences et de la technologie, ainsi que de la recherche et du développement, qui sont des éléments importants de toute politique économique; on condamne en fait le gouvernement pour son échec dans ces domaines.

• (1800)

J'espère avoir le temps de m'arrêter un instant sur la question qui m'intéresse le plus dans le cadre de ce débat, mais je pense qu'il serait utile de se pencher sur les répercussions de la politique du gouvernement sur une ville comme Windsor. Il s'agit, bien entendu, d'une localité qui compte beaucoup sur le secteur automobile. Elle fait partie des trois ou quatre villes dont dépend dans une très large mesure la bonne marche de l'économie canadienne. En fait, pour prévoir les résultats de la politique économique du gouvernement, on aurait dû examiner la situation à Windsor il y a un an.

Quelle est-elle à l'heure actuelle? Si on se fie notamment aux chiffres pour le mois de février que nous avons obtenus du Centre d'emploi du Canada, le taux de chômage à Windsor était alors de 17,6 p. 100. En d'autres termes, une personne sur cinq était au chômage. Si on tient compte des gens qui étaient sans emploi à cause de ce qu'on appelle les licenciements temporaires, ce qui représente environ 4 000 personnes, il reste quand même près de 24 000 chômeurs, soit un taux de chômage de 14,1 p. 100.

Les chômeurs se rendent au bureau d'assurance-chômage où il n'y a pas suffisamment de fonctionnaires pour répondre à la demande. Ainsi, ils doivent attendre longtemps avant de toucher leurs prestations et entre-temps, ce sont les services d'aide sociale de Windsor qui doivent s'occuper des intéressés. Ils émettent des chèques d'avance que les chômeurs doivent s'empresser ensuite de rembourser; c'est toute une comédie. Il faut signaler en outre, bien sûr, que, étant donné que les chômeurs ne touchent pas de prestations aussi longtemps qu'autrefois, cela contribue aussi à alourdir le fardeau de l'assistance sociale. La municipalité va évidemment devoir absorber un certain nombre de dépenses additionnelles, mais posons les choses simplement.

La ville de Windsor va dépenser un autre million de dollars en aide sociale par suite directement de la politique gouvernementale, et ce de janvier 1990 à janvier 1991. Les dépenses d'aide sociale des municipalités ontariennes environnantes vont passer de cinq à plus de 15 milliards de dollars.

Cela reflète ce qui arrive à l'industrie automobile par suite notamment de la récession que le gouvernement a si soigneusement orchestrée avec sa politique économique butée. Même sans cela, même avant que ne frappe cette récession, des milliers d'emplois ont été perdus dans le secteur des pièces d'automobile parce que les usines déménagent au Missouri ou au Mexique.